Clarisse Coulomb

Les Pères de la patrie

Collection « La Pierre et l'Écrit »

Presses universitaires de Grenoble
BP 47 – 38040 Grenoble cedex 9
Tél. : 04 76 82 56 52 – pug@pug.fr / www.pug.fr

SIÉGER SUR LES LYS

« La conservation du dépôt des Loix, leur promulgation, l'exercice confié de l'autorité Souveraine, sont les nobles fonctions des Magistrats ; leurs titres sont les Fidèles du Prince, les Pères de la patrie.¹ »

Comme le soulignait la Cour en 1756, être officier au parlement signifiait faire partie d'une cour souveraine et donc d'exercer par délégation le pouvoir au nom du roi : en ce sens, les magistrats étaient les serviteurs du roi, les « Fidèles du prince ». Mais au siècle des Lumières, le service du roi fut complété par celui du peuple, les parlementaires se voyant comme les défenseurs des habitants de la province, les « Pères de la patrie ». Pour avoir ainsi le double honneur de servir le roi et de protéger le peuple, il fallait acheter un office et obtenir du roi les lettres de provisions de cet office. L'entrée du parlement était en outre contrôlée par les magistrats eux-mêmes qui accordaient leur agrément à la réception du nouvel officier.

« LES FIDÈLES DU PRINCE, LES PÈRES DE LA PATRIE »

La Compagnie des officiers du parlement de Dauphiné était, si on la compare aux autres parlements du royaume, d'une taille médiocre et son organisation était rudimentaire. Pourtant, les officiers jouissaient de compétences immenses : aux pouvoirs traditionnels des parlements dans les domaines judiciaire, administratif et politique s'ajoutait en effet le pouvoir militaire en certaines circonstances. En outre, ce parlement était la principale institution issue de la principauté delphinale et la seule qui, au XVIII^e siècle, pouvait prétendre défendre les libertés et franchises delphinales. Le palais de la justice symbolisait par son décor la double mission du service du roi et de la protection de la province.

Des officiers du roi

La Compagnie était formée, dans les années 1750, de soixante-dix magistrats. Les effectifs n'avaient guère varié depuis Colbert². En revanche, la réforme judiciaire du

1 Bibliothèque municipale de Grenoble, V 855, *Observations sur la Noblesse commerçante par le parlement de Dauphiné*, 1756, f. 50.

2 Sur l'organisation du parlement, deux sources principales : le *Mémoire sur l'état de la Province de*

chancelier Maupeou, en 1771, réduisit le parlement à quarante-trois charges, mais la plupart des offices supprimés furent rétablis quatre ans plus tard. Sous le règne de Louis XVI, la cour comprenait soixante-six magistrats, ce qui la plaçait au rang des compagnies d'importance moyenne, comme celles de Besançon, Aix, Dijon et Pau, qui comptaient entre soixante et soixante-dix magistrats, alors que les parlements de Bordeaux, Rennes, Rouen, Metz et Toulouse en comprenaient une centaine et celui de Paris plus de deux cents³.

Au sommet de la hiérarchie des officiers se trouvait le premier président, nommé par le roi pour diriger la compagnie, en maintenir l'ordre et la représenter ; venaient ensuite neuf présidents à mortier – huit après 1775 – qui pouvaient remplacer le premier président en cas de besoin par ordre d'ancienneté, et qui présidaient les séances ; suivaient cinquante-quatre conseillers, dont quatre conseillers clercs ; mais leur nombre fut réduit à cinquante-et-un après 1775. Le ministère public était composé du procureur général, nommé par le roi, ainsi que de trois avocats généraux ; enfin, deux chevaliers d'honneur avaient été attachés à la cour souveraine par l'édit de 1702 : ces militaires, qui prenaient rang et séance sur le banc des conseillers, gardaient l'épée au côté. Les conseillers clercs et les chevaliers d'honneur ne participaient pas aux affaires criminelles. Les conseillers, après vingt ans d'exercice, pouvaient se démettre de leur office, tout en obtenant des lettres de conseillers honoraires qui leur conservaient droit de séance et voix délibérative, mais sans rapporter les procès⁴.

Un personnel subalterne assistait les juges, composé de huit secrétaires de chancellerie, qui exerçaient la charge de greffier en chef, de huit substituts au parquet ainsi que de douze huissiers. Il y avait aussi plusieurs offices de finances, tel que le payeur des gages des officiers ou que le payeur des épices. Tous étaient des officiers qui avaient acheté leur charge ou qui en avaient hérité, exceptés le premier président et le procureur général qui exerçaient en vertu d'une commission royale et qui étaient par conséquent les seuls révocables.

Les privilèges, au sens d'avantages réels attachés aux charges parlementaires, restaient très grands : au premier rang venait la noblesse transmissible au premier degré, prérogative que le parlement de Grenoble ne partageait qu'avec trois autres, les parlements de Paris, Besançon et Douai⁵. Les parlementaires jouissaient également de l'exemption

Dauphiné rédigé par l'intendant Étienne Jean Bouchu pour l'instruction du duc de Bourgogne en 1698 ; édité par B. Bonnin et R. Favier, *L'Intendance de Dauphiné en 1698*, Paris, 2005, p. 24-27 ; ainsi que les *Almanachs Dauphins*.

3 J. Egret, *Louis XV et l'opposition parlementaire (1715-1774)*, Paris, 1970, p. 11.

4 BMG, Q 9 : *Règlements ou Arrêtés de la Cour avec le Recueil des Actes de notoriété*, Ms, n. d. (XVIII^e siècle), f. 157.

5 F. Bluche et P. Durye, *L'Anoblissement par charge avant 1789*, Paris, *Les Cahiers Nobles*, n° 23-24, 1962, p. 22-26 et 33.

de certains impôts, comme la gabelle, et payaient la capitation à un taux spécial ; ils bénéficiaient du droit de *committimus* qui leur permettait d'évoquer un procès directement au parlement. D'autres privilèges, telle l'exemption de ban et arrière-ban ou du logement des gens de guerre, ne signifiaient en revanche plus rien.

Des juges, administrateurs, législateurs... et commandants en chef de l'armée

Les attributions du parlement étaient nombreuses : c'était d'abord un tribunal d'appel pour l'ensemble de la province de Dauphiné ; seul le roi pouvait casser en son Conseil les arrêts rendus au parlement. Au total, le ressort du parlement comptait 608 189 justiciables en 1763 ; 766 702 en 1790⁶. Le parlement jugeait également en première instance les causes des privilégiés. Il ajoutait à ses compétences propres celles de la cour des aides réunie à son siège en 1658 et jugeait donc les litiges en matière fiscale.

La justice sous l'Ancien Régime était la dimension essentielle du pouvoir. Elle fournissait une justification universelle à l'autorité du prince en charge de la gestion du bien commun de son État⁷. Ce qui explique qu'au siècle des Lumières encore, les juges étaient également des administrateurs. La cour exerçait son pouvoir administratif par les arrêts de règlement dans les domaines intéressant l'ordre public⁸. Elle exerçait ainsi le pouvoir de Grande police, domaine qui n'avait pas d'autonomie, mais qui se situait entre justice et administration sous l'Ancien Régime⁹. Le parlement rendait des ordonnances de police par le biais du procureur général. Le lieutenant général de police de la ville de Grenoble était soumis à son autorité ; il prêtait serment devant la cour et ses décisions allaient en appel devant le parlement excepté pour les peines d'amendes inférieures à 12 livres.

Le parlement participait au pouvoir législatif du roi par le biais de l'enregistrement des lois, droit qui consistait à vérifier les lois édictées par le roi et à les inscrire dans les registres de la cour. Cette prérogative n'était pas purement formelle, comme le rappelait *L'Encyclopédie* :

« En insérant la loi dans les registres, l'objet n'est pas seulement d'en donner connoissance aux magistrats et aux peuples, mais de lui donner le caractère de loi, qu'elle n'auroit point

6 R. Favier, *Les Villes du Dauphiné aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Grenoble, 1993, p. 41. À titre de comparaison, le ressort du parlement de Bordeaux en comptait 2 millions. W. Doyle, *The Parliament of Bordeaux and the End of the Old Regime, 1771-1790*, Londres, 1974, p. 6.

7 R. Descimon, J.-F. Schaub, B. Vincent, *Les Figures de l'administrateur. Institutions, réseaux, pouvoirs en Espagne, en France et au Portugal*, Paris, 1997, p. 8-9.

8 P. Payen, *Les Arrêts de règlement du parlement de Paris au XVIII^e siècle. Dimension et doctrine*, Paris, 1997.

9 V. Milliot, *Gouverner les hommes et leur faire du bien. La police de Paris au Siècle des Lumières*, mémoire d'HDR, Université Paris I, 2002, vol. 1, p. 37.

sans la vérification et enregistrement, lesquels se font en vertu de l'autorité que le roi lui-même a confié à son Parlement¹⁰. »

Au nom du bien public, le parlement pouvait refuser l'enregistrement d'une loi et adresser au roi de très humbles remontrances ; si le roi décidait de passer outre, il envoyait au parlement des lettres de jussion, ordonnant l'enregistrement immédiat de la loi. Si d'aventure le parlement s'obstinait dans le refus, en présentant d'*itératives* remontrances, le roi avait toujours la possibilité, en dernier recours, de faire procéder à un enregistrement militaire, cérémonie qui était le pendant provincial du lit de justice parisien, le monarque étant représenté par le chef de l'armée dans la province.

Si toutes ces compétences étaient traditionnelles, le parlement de Dauphiné était en revanche le seul en France à jouir du pouvoir militaire. Il était en effet « commandant-né » de la province, ce qui signifiait qu'en l'absence du gouverneur ou du lieutenant-général, le premier président du parlement assurait les fonctions de chef de l'armée dans la province.

« Le gouverneur commande ; & lorsqu'il est absent, le lieutenant-général prend le commandement, qui est dévolu au premier président, ou au plus ancien officier du Parlement, en l'absence de tous les deux. Si Sa Majesté envoie un commandant à brevet, alors le premier président cesse d'en remplir les fonctions, mais il en conserve les honneurs. Il a toujours une sentinelle à sa porte¹¹. »

Ce pouvoir fut exercé à plusieurs reprises au XVIII^e siècle et jusqu'en 1779¹². Mais, à l'inverse, le gouverneur et le lieutenant général avaient droit de séance au parlement. L'évêque de Grenoble jouissait d'ailleurs de la même prérogative.

Une organisation rudimentaire

L'organisation fonctionnelle du parlement était atypique puisque, à la différence du parlement de Paris et de beaucoup de parlements de province, il ne comportait pas de spécialisation entre grand-chambre, tournelle, chambres des enquêtes et des requêtes. Les magistrats étaient répartis en quatre bureaux, distingués par un numéro, et qui connaissaient indifféremment matières civiles et criminelles¹³. Seule la première cham-

10 *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné*, Paris, 1752, t. V, p. 702.

11 *Calendrier & État civil de Dauphiné, ou Almanach du Palais*, à Grenoble, chez J.-L.-A. Giroud, impr. libraire de Nosseigneurs du Parlement, à la salle du Palais, 1788, p. 18-20.

12 M. Gautier, *Sur la prérogative du Commandement dans la province attribuée à la présidence du parlement de Grenoble*, Grenoble, 1871 ; C. Coulomb, « Autorité militaire et Parlement à Grenoble au XVIII^e siècle », dans C. Denys (dir.), *L'Armée et la ville dans l'Europe du Nord et du Nord-Ouest du XVI^e siècle à 1914*, Actes du colloque organisé à l'université de Lille III, les 5-7 mai 2004, à paraître.

13 BMG, Xd 393, *Almanach général de la province de Dauphiné, pour l'année 1789*, p. 16-18. Ce fonctionnement polyvalent fut abrogé par l'édit d'avril 1775 qui créa, comme ailleurs, des cham-

bre avait des compétences spécialisées puisqu'elle traitait exclusivement des affaires de police et d'intérêt public. Elle était toujours présidée par le premier président. Mais pour toutes les affaires d'importance, elle en référait aux trois autres bureaux et c'est en chambres assemblées que les questions étaient réglées. Les présidents choisissaient par ordre d'ancienneté, le jour de la rentrée du parlement, le bureau dans lequel ils allaient servir : trois servaient dans le premier et deux dans les trois autres. Les conseillers tournaient, la première chambre devenant la quatrième l'année suivante et ainsi de suite, de sorte que les conseillers d'un bureau servaient toujours ensemble. Pendant les vacances du parlement, la chambre des vacations s'occupait des affaires civiles et criminelles urgentes, mais n'avait pas compétence pour les affaires publiques. Elle était formée de deux présidents et de 22 conseillers.

L'année judiciaire commençait, comme dans de nombreux parlements de France, le lendemain de la Saint-Martin, soit le 12 novembre. Elle durait jusqu'au 9 septembre, date à laquelle la chambre des vacations prenait le relais jusqu'à la rentrée de la cour. Le parlement était également en vacances depuis la veille de Saint-Thomas jusqu'au lendemain des Rois et depuis le dimanche des Rameaux jusqu'au dimanche après Quasimodo ainsi que toute la semaine de Pentecôte. À Grenoble, la séance du matin durait trois heures : elle commençait, de novembre à Pâques, à sept heures et, dans la seconde moitié de l'année, à six heures ; le travail reprenait l'après-midi de deux à cinq heures¹⁴. Au XVIII^e siècle, ces horaires draconiens furent assouplis : les séances de travail duraient désormais de dix heures à midi et de deux heures et demie à cinq heures et demie¹⁵.

Le parlement défenseur de la province

Le legs delphinal

Le Dauphiné faisait partie des grands fiefs féodaux tardivement rattachés à la France, telles la Bretagne ou la Bourgogne. Jusqu'au milieu du XIV^e siècle, il fut une vaste principauté indépendante, située à l'Est du Rhône en terre d'Empire, dont les princes étaient les dauphins¹⁶. À la fin du XI^e siècle, cette famille avait commencé à s'ap-

bres spécialisées : une Grand'chambre, une chambre de tournelle et une chambre des enquêtes : mais ce règlement ne fut jamais appliqué et il fut supprimé par déclaration du roi du 2 septembre 1786.

14 BMG, U 386, *Règlement de la Cour du Vingtième Décembre mil six cents quatre vingts dix huit*, Ms, f. 1v-2.

15 BMG, U 177, *Règlement de la cour de Parlement, aides et finances de Dauphiné*, du 12 décembre 1771, à Grenoble chez la veuve Giroud, p. 5-7.

16 B. Bligny (dir.), *Histoire du Dauphiné*, Toulouse, Privat, 1973. Les développements qui suivent doivent tout à la thèse d'A. Lemonde, *Le Temps des libertés en Dauphiné. L'intégration d'une principauté à la couronne de France (1349-1408)*, Grenoble, PUG, 2002.

propre les terres qui appartenait à l'ancien royaume de Bourgogne. L'empereur n'intervint jamais, laissant les prétendants, dauphins et comtes de Savoie, se disputer ces territoires. La principauté s'était ainsi lentement formée entre Rhône et crêtes alpines autour du berceau de la famille des dauphins, le Viennois. À la différence d'autres principautés, la légitimation du pouvoir passa en Dauphiné moins par la guerre que par le droit. Les dauphins, et en particulier Humbert II (1319 à 1349), surent s'attacher des juristes qui firent du prince un quasi souverain et dotèrent sa principauté d'institutions modèles. La plus importante de ces institutions était le Conseil delphinal, créé en 1337 à Saint-Marcellin, transféré dès 1340 à Grenoble. Ce « sacré consistoire delphinal » ou « vénérable conseil », formé exclusivement de juristes et d'un procureur général, était chargé d'exercer le pouvoir au nom du dauphin. L'emprunt au modèle français du parlement était manifeste, même si le conseil disposait également de pouvoirs militaires. Il fut installé par Humbert II dans de vastes bâtiments sur les rives de l'Isère, tout près de la collégiale Saint-André où reposaient les dauphins. Pourtant, dès 1345, le Conseil ne se réunit plus. C'est la chambre des comptes qui devint l'institution principale de la principauté.

Si le principat d'Humbert II constitua un apogée politique pour la principauté, il se termina aussi par la fin de son indépendance. En effet, ruiné et sans héritier, le dauphin décida le transport de la principauté à la France moyennant une contrepartie financière. Le 30 mars 1349, Humbert II abdiqua solennellement en faveur du fils aîné du roi de France, le futur Charles V. Mais si la principauté était placée sous la protection des Français, elle ne perdait pas pour autant son statut juridique : en reconnaissant le *Statut delphinal*, la France garantissait aux Dauphinois le maintien de leurs franchises et libertés. La plus importante était la garantie pour les habitants d'être jugés dans leur province en dernier ressort. Le respect de son état de droit devait apporter à son peuple « Pais, seurté et tranquillité ». Une clause préservait la distinction du Dauphiné par rapport à la France, garantissant la survie d'un Dauphiné souverain : « Ne sera, ne puisse estre unis, ne adjouttez le dit Dalphiné au Royaume de france, fors tant comme l'Empire y seroit unis¹⁷. » Ainsi l'héritage de la principauté delphinale reposait entièrement sur le respect du Statut de 1349. L'établissement de la monarchie absolue ne remit pas fondamentalement en cause le traité de 1349.

De la principauté royale à la province

À partir de la fin du XIV^e siècle, une réforme menée avec l'aide de parlementaires parisiens permit la renaissance du Conseil delphinal¹⁸. Le dauphin Louis II – futur Louis XI – acheva la transformation en 1453 en érigeant le conseil en parlement, ce qui fut confirmé par Charles VII en 1455, le parlement de Grenoble devenant ainsi

¹⁷ *Ibid.*, p. 40-41.

¹⁸ *Ibid.*, p. 471.

le troisième parlement de France, après ceux de Paris et de Toulouse, mais avant le parlement de Bordeaux, malgré les prétentions girondines¹⁹. Le parlement, qui comprenait désormais la chambre des comptes, exerçait également une tutelle sur les communautés. Enfin, il avait le droit de convoquer les états provinciaux, créés après le transport, et chargés de consentir à l'impôt²⁰. En 1456, suite aux révoltes fomentées par son fils, Charles VII réunit définitivement le Dauphiné au domaine royal. Mais le rattachement à la monarchie du Dauphiné ne marqua aucune rupture sur le plan institutionnel. En Dauphiné comme ailleurs, la monarchie fit preuve d'un très grand respect des formes : jusqu'à la fin de l'ancien régime, le roi utilisa une titulature particulière pour les actes relatifs à la province : « roi de France, dauphin de Viennois, comte de Valentinois et de Diois » ainsi qu'un sceau particulier, le sceau dauphin, suivant ainsi la clause du Statut delphinal qui garantissait la distinction du Dauphiné et de la France²¹. Le Dauphiné, comme la Provence, la Navarre ou la Bretagne, sans compter les annexions, restait lié à la Couronne par un traité spécial où étaient reconnus ses privilèges ou libertés.

La suppression des états de la province en 1628 par Richelieu accrut le pouvoir du parlement qui fut habilité à les remplacer pour « porter aux pieds du Trône, les supplications du Peuple, l'expression de ses besoins et la réclamation de ses privilèges²² ». Certes, les privilèges du parlement furent réduits par l'autonomie de la chambre des comptes d'abord, par l'établissement d'une cour des aides à Vienne ensuite et son ressort fut amputé par l'établissement de cours présidiales mises en place à Valence en 1639 et à Gap en 1641²³. Mais la chambre des comptes ne pouvait entrer en

19 En effet, les Bordelais arguaient du fait que Louis XI n'étant que Dauphin en 1453, la véritable création du parlement de Grenoble remontait à 1455, date de la confirmation par Charles VII de l'établissement de la cour. Or Charles VII avait accordé aux Bordelais en 1451, à la suite de leur capitulation, une cours souveraine de justice. Cependant, la nouvelle révolte bordelaise de 1452 rendit ce traité caduc et, en 1453, lors de la nouvelle capitulation, la Guyenne fut comprise dans le ressort du parlement de Paris. En 1462, Louis XI créa enfin un parlement à Bordeaux. Le Conseil du roi saisit trancha la question en 1624 et à nouveau en 1661, en accordant alternativement aux deux cours la préséance, ce qui fut observé lors de la chambre de justice à Paris en 1666, le parlement de Grenoble ayant cependant commencé le premier. W. Doyle, *op. cit.*, p. 6 et M. Virieux, *Le Parlement du Dauphiné au XVII^e siècle. Étude sociale*, thèse d'État Paris IV, reproduction des thèses de Lille, 1986, p. 43-44.

20 M.-L. Denis, *Les États du Dauphiné de 1579 à 1628*, École des Chartes, Positions des thèses, 1993.

21 B. Barbiche, *Les Institutions de la monarchie française à l'époque moderne*, Paris, 1999, p. 154.

22 D. Hickey, *Le Dauphiné devant la monarchie absolue : le procès des tailles et la perte des libertés provinciales, 1540-1640*, Grenoble, 1993 ; M. Bordes, *L'Administration provinciale et municipale en France au XVIII^e siècle*, Paris, 1972, p. 48.

23 R. Favier, « De la principauté à la province. La perte des libertés dauphinoises, XVI^e-XVII^e siècle », *Dauphiné, France : de la principauté indépendante à la province, XII^e-XVIII^e siècle*, Grenoble, 1999, p. 123-145. Voir aussi D. Hickey, *op. cit.*, p. 223.

rivalité avec le parlement car elle avait moins de prestige, bien que plus ancienne, et était affaiblie par la création d'une seconde cour financière, le bureau des finances, ainsi que par les aliénations du Domaine. De plus, dès 1658, la cour des aides était à nouveau réunie au parlement.

Ainsi, au XVIII^e siècle, le ressort du parlement recoupait-il les limites de l'ancienne principauté delphinale, malgré des modifications de détail²⁴, ce qui lui conférait une cohérence que n'avaient pas les parlements issus du démembrement du ressort du parlement de Paris, tels que celui de Bordeaux qui comprenait Guyenne, Gascogne, Limousin et Périgord, ou celui de Toulouse qui dominait un immense territoire de la Gascogne au Velay. Le parlement de Grenoble sur ce point ressemblait au parlement de Rennes, héritier de l'ancien conseil et chancellerie de la Bretagne, à celui de Rouen, ancien Échiquier de Normandie, ou encore à celui de Dijon, ancien parlement ducal de la Bourgogne.

Il ne restait cependant aucun monument témoin de ce passé. En effet, si le principat d'Humbert II constitua un apogée politique, la puissance et la grandeur du prince ne s'incarnèrent pas comme ailleurs en une cour autour du Dauphin qui aurait permis la constitution d'un patrimoine artistique²⁵. Cette absence de civilisation brillante s'explique par la pauvreté de la principauté et l'endettement d'un prince souvent absent. Seul le palais de justice, entrepris au XV^e siècle sur l'emplacement du palais delphinal, pouvait symboliser la filiation entre la principauté et le royaume, les dauphins et les lys.

Le palais de justice

Le palais de justice à Grenoble était situé au cœur de la cité médiévale, sur l'emplacement du Conseil delphinal établi par le Dauphin Humbert II au milieu du XIV^e siècle²⁶. L'Isère baignait le pied de sa façade Nord, tandis qu'au Sud, la façade était mise en valeur par une vaste place, bordée de nombreux hôtels et de l'église Saint-André qui, à la manière d'une « sainte chapelle » dauphinoise, abritait les sépultures des Dauphins.

24 Entrée au début du XVI^e siècle de la ville de Gap et de la vicomté de Tallard dans la province; sortie, par le traité d'Utrecht, de trente-cinq communautés du Briançonnais, compensée par le rattachement de la principauté d'Orange.

25 V. Chomel, « Une province sans patrimoine : le Dauphiné historique et la quête impossible d'une mémoire abolie », dans D. Grange et D. Poulot (dir.), *L'Esprit des lieux, le Patrimoine et la cité*, Grenoble, 1997, p. 427-436.

26 R. Bornecque, « La façade du palais du Parlement : essai de chronologie », *B.A.D.*, 10^e série, 2, février 1997, p. 57-60; D. Chancel, C. Geron, dans R. Favier (dir.), *Le Parlement de Dauphiné, des origines à la Révolution*, Grenoble, 2001, p. 24-40.

Un palais gothique

Le bâtiment fut édifié entre le règne de Louis XII et celui d'Henri IV, grande période de construction d'édifices judiciaires dans tout le royaume²⁷. La partie la plus ancienne de la façade principale, bâtie en pierre blanche à la fin du XV^e siècle, se caractérisait par un style gothique flamboyant. La décoration de l'abside en encorbellement de la chapelle et de la porte d'entrée figurait des escargots et des chiens se disputant un os – images populaires de la chicane²⁸. Le bâtiment fut agrandi à l'Est, vers 1525-1530, par une façade de pierre de calcaire, de style renaissant français, agrémentée de motifs italianisants : dans des niches placées au-dessus de la porte, trois sculptures représentaient la Justice avec sa balance flanquée de Charlemagne et de Louis XI. Choix symbolique que celui du prestigieux empereur qui rappelait que le Dauphiné était terre d'Empire et de Louis XI qui avait transformé le Conseil delphinal en Parlement. Enfin, sous le règne d'Henri IV un second étage et un haut toit d'ardoise achevèrent le bâtiment. Les façades ne subirent ensuite plus de changement jusqu'à la Révolution. Par son aspect, le parlement de Grenoble restait plus proche de la maison de justice médiévale que du temple de justice, un modèle qui se diffusait à partir du XVII^e siècle : à Rouen, Besançon et surtout Rennes, les palais de justice avaient été modernisés par l'adjonction de façades classiques²⁹.

Un espace imbriqué dans la ville

Le palais était tout aussi archaïque par son organisation. À l'Est et à l'Ouest, il ne se distinguait pas des maisons particulières et du couvent des Cordeliers. Il était en outre traversé par un passage public qui permettait aux Grenoblois de passer de la place Saint-André à celle des Cordeliers, en passant par sa cour intérieure. Des enfants et des mendiants s'introduisaient fréquemment dans le palais la nuit³⁰. Une fois que l'on avait pénétré à l'intérieur, une multitude de bâtiments hétéroclites s'offrait à la vue. Toutes les juridictions de la province étaient réunies dans un ensemble disparate : à l'Est se trouvait la chambre des comptes, située en retrait par rapport à l'Isère dont elle était séparée par le couvent des Cordeliers ; à l'Ouest, un vaste ensemble

27 R. Jacob, N. Marchal, « Jalons pour une histoire de l'architecture judiciaire », dans A. Girardet, R. Jacob (dir.), *La Justice en ses temples. Regards sur l'architecture judiciaire en France*, Paris-Poitiers, 1992, p. 93.

28 A. Garapon, « La symbolique du palais de justice de Grenoble », *Rendre la justice en Dauphiné (1453-2003)*, Grenoble, 2003, p. 121.

29 O. Chaline, *Godart de Belbeuf. Le parlement, le roi et les Normands*, Luneray, 1996, p. 36 et suiv. ; M. Gresset, *Gens de justice à Besançon, de la conquête par Louis XIV à la Révolution française (1674-1789)*, Paris, 1978, I, p. 25.

30 C. Jordan-Meille, *Les Chantiers du parlement de Grenoble au XVII^e et au XVIII^e siècle*, maîtrise d'Histoire, Grenoble II, 1996, p. 19.

abritait le parlement, mais aussi la conciergerie c'est-à-dire les prisons, le bailliage du Grésivaudan et le bureau des finances.

Au rez-de-chaussée, très sombre car doté de peu d'ouvertures, se trouvaient la prison et le bailliage du Grésivaudan mais également deux bureaux du parlement. L'étage supérieur était celui du parlement : au sommet de l'escalier principal, on accédait à la salle des pas perdus qui donnait accès à la chambre de la grande audience, ainsi qu'à la grande chambre et à divers bureaux ; mais les prisons, faute d'espace suffisant, avaient aussi gagné cet étage. Enfin, le bureau des finances se trouvait au second. En outre, le palais abritait plusieurs logements de particuliers, essentiellement les agents de la cour souveraine qui étaient logés gratuitement, comme son imprimeur et son payeur des gages. De nombreuses boutiques avaient envahi les cours intérieures et la salle des pas-perdus³¹. Les tentatives de rationalisation de l'espace furent limitées, même si des maisons particulières furent achetées pour agrandir le palais. En 1773, la municipalité proposait de déloger les agents du parlement... mais pour louer leurs appartements à des particuliers et se servir du revenu ainsi obtenu pour l'entretien du bâtiment, à l'exemple du parlement de Paris où « on loue tous les emplacements qui ne sont pas nécessaires à l'administration de la justice³² ». Largement ouvert et imbriqué dans la vie urbaine, le palais grenoblois correspondait au modèle médiéval de la maison de justice, alors qu'au siècle des Lumières s'était affirmée la symbolique de l'espace judiciaire comme un espace fermé et séparé de la ville.

Un décor vieilli

Le décor du parlement exaltait la province comme la monarchie. Au XVI^e siècle, deux séries de bustes – la première présentait les empereurs romains et la seconde les dauphins, de Guignes le Vieux à Humbert II – vinrent orner le passage voûté qui menait de la place Saint-André à la cour intérieure du palais. Ces statues rappelaient l'importance de la justice, du droit romain aux libertés delphinales. Sous le règne de Louis XIV, la chambre de la grande audience fut décorée d'un magnifique plafond au centre duquel deux hérauts présentaient les armoiries de Louis XIV et du Dauphiné. Autour, dauphins, épées, mains de justice et cornes d'abondance étaient délicatement sculptés ; aux angles, des trophées d'armes et de symboles de la justice complétaient le décor de cette chambre « assurément la plus belle et la plus vaste de celle de tous les Parlements de France³³ ». La place du premier président, face à l'escalier, était

31 « Tous les boutiquiers videront la sale du palais sauf que le premier huissier y pourra faire mettre des boutiques au fond du côté de la montée », BMG, U 916 : *Répertoire Alphabétique des us, stile, et coutumes du parlement de Grenoble*, (1698) f. 92.

32 AMG, DD 125, *Mémoire présenté à l'Intendant du Dauphiné par la ville*, 1/06/1773. Cet expédient avait déjà été tenté en 1650, *Répertoire alphabétique des us...*, f. 92.

33 Pur patriotisme provincial ! G. Allard, *Dictionnaire du Dauphiné*, ms de 1684 publié par H. Gabriel, Grenoble, 1864.

surmontée du traditionnel tableau du Christ en croix et la salle était tendue de trente-quatre aunes de futaine de Valence bleue brodée de fleurs de lys et d'armoiries. Dans la première chambre, aux tentures de velours bleu brodé de lys et de dauphins, le décor était plus galant : de mignards *putti* formaient une ronde au plafond.

Cependant, le bâtiment ne correspondait plus au goût des hommes du siècle des Lumières. Depuis 1752, les magistrats se plaignaient régulièrement de l'absence de clarté, demandant que les croisillons des fenêtres soient supprimés pour laisser place à de vastes panneaux vitrés, ce qu'ils n'obtiendront qu'en 1782. En outre, le bâtiment était mal entretenu. En l'absence de quais, l'Isère pénétrait périodiquement dans le bâtiment, lui infligeant des dégâts importants³⁴. Le fonds alloué à l'entretien du palais, dit des « menues nécessités », était insuffisant : ses 4 000 livres environ devaient suffire au paiement du chauffage, de l'éclairage, de la buvette, du crieur public, du chirurgien et du chapelain des prisons, de l'horloger du palais, du chapelain de l'église Saint-André et enfin des magistrats qui dressaient l'état des amendes ! En 1779, les syndics du parlement adressèrent un mémoire vigoureux au contrôleur général Necker sur la vétusté du palais et la faiblesse des fonds destinés à son entretien les « toits et des cachots l'absorbant presque entièrement » ; ils demandaient en outre le remplacement des châssis vermoulus, « les magistrats rendant la justice ne peuvent et ne doivent être exposés à tous les vents », ainsi que le renouvellement complet du mobilier et des tentures, puisqu'« il est de la justice du Roy de fournir aux magistrats, qui rendent la justice en son nom au peuple de son ressort, les meubles nécessaires ». Si la situation restait inchangée, « ils se verraient forcés de rester chacun chez eux³⁵ ». Les magistrats furent entendus et des améliorations importantes furent entreprises à la fin du siècle.

Les descriptions louangeuses du XVII^e siècle avaient laissé place au mépris silencieux. *L'Almanach Général et historique de la province du Dauphiné de 1788* mentionnait l'hôtel de ville et le palais épiscopal mais pas le parlement. Le conseiller de Franquières admira dans ses voyages les palais de justice de plusieurs villes, dont celui de Rennes, et déplorait : « En vérité il n'y a que chez nous que le palais de Themis soit une chaumière³⁶. » Pourtant, ce délabrement du palais grenoblois n'avait rien d'exceptionnel : partout, les bâtiments de justice étaient mal entretenus ; à Aix-en-Provence, on décida à la veille de la Révolution de reconstruire le palais qui menaçait ruine³⁷.

Si les lys du palais étaient quelque peu râpés, cela n'était rien de leur prestige aux magistrats qui y siégeaient.

34 C. Jordan-Meille, *op. cit.*, p. 19, 47-53.

35 Archives départementales de l'Isère, B 2316, *Mémoire du parlement présenté à Necker, août 1779*, f. 145 ; II C 852/33, Annotations des syndics du Parlement au devis du 30/03/79.

36 Archives Départementales de la Drôme, 1 E 74, lettres du 14 janvier et du 22 octobre 1770.

37 O. Chalaine, *op. cit.*, p. 36.

Le Dauphiné n'était pas, comme la Bretagne ou la Bourgogne, fortement individualisé par un patrimoine prestigieux. Le souvenir d'une histoire ancienne et glorieuse se trouvait seulement dans le parlement et dans le droit³⁸ ; ses grands hommes étaient les magistrats.

L'OFFICE, UNE « MARCHANDISE HAZARDEUSE »

Depuis 1604 et l'institution de la Paulette, les charges de parlements étaient vénales et transmissibles par héritage, au même titre que n'importe quel bien immeuble. Le commerce d'argent avait même gagné celles qui étaient en principe non vénales : l'hérédité des charges de premier président ou de procureur général pouvait en effet être obtenue du roi contre le versement d'un droit financier, le brevet de retenue. Les prix des offices de tous les parlements du royaume, après une montée vertigineuse dans la première moitié du XVII^e siècle, entamèrent une décrue au siècle suivant. Toutes les études sur les parlements ont insisté sur la dévalorisation du prix des offices, interprétée comme l'indice le plus évident de la crise de l'institution parlementaire et du monde des officiers en général. Cependant, les travaux de William Doyle ont montré que le contexte général de la vente des offices en France était au contraire celui de la hausse des prix dans le dernier siècle de l'Ancien Régime et que même la baisse des prix des offices parlementaires devait être nuancée³⁹. Surtout, on ne peut réduire la vénalité à la seule dimension économique. L'acquisition de l'office était un investissement social plus que financier et les familles n'hésitaient pas à acquérir des offices qui, s'ils ne constituaient pas un placement fructueux sur le plan de l'argent, leur apportaient cependant un prestige éclatant.

38 V. Chomel, art. cit.

39 *Venality. The Sale of Offices in Eighteenth-Century France*, Oxford, 1996.